

Référence : 310-S-2025-0051 PGC - PGC 1

Date d'édition : 01/07/2025

Rapport comportant : 26 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION

BALMA - DGA TA MISE A NIVEAU DU SITE REGLEMENTATION INCENDIE
DGA-TA 31130 Balma
31130 BALMA



Maître d'ouvrage

MINISTERE DE LA DEFENSE
139 RUE DE BERCY PARIS
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT

Le coordonnateur SPS
Patrick PEYRON

LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	01/07/2025	MOULINS Philippe	PGC CONCEPTION POUR LA DCE EN PRO	

Diffusion :

Diffusion	MINISTERE DE LA DEFENSE Monsieur TCHEDRE Hidro Monsieur GUERIN Jean baptiste	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	hidro.tchedre@intradef.gouv.fr jean-baptiste1.guerin@intradef.gouv.fr
-----------	--	-------------------------------------	--

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	19 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat transmise le 24/06/2025, en attente de sa validation pour prise en compte et suivi de la procédure de suivi de marché.
- BALMA - DGA TA MISE A NIVEAU DU SITE RÉGLEMENTATION INCENDIE. sur les bâtiments 10-11-12-17-19-20-28-30-29-31-49-33-34-37-37.1-38-44-47-54- 74-39-40-45-46-48-51-52-55-56-61-63-64-65-75- 78-80-81-83-85 1.3 CONTRAINTES DU SITE La phase travaux se déroulera en extérieur et en intérieur, sur le site occupé par les utilisateurs : - Les installations de chantier et les échafaudages devront laisser les accès libres aux bâtiments. - Une attention particulière est ici portée sur la limitation des nuisances à mettre en ?uvre afin de pas perturber l'exploitation et les utilisateurs. - Aucun local ne sera mis à disposition aux entreprises.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : BALMA - DGA TA MISE A NIVEAU DU SITE REGLEMENTATION INCENDIE

Adresse : DGA-TA
31130 Balma
31130 - BALMA

Type d'ouvrage : Ensemble de bâtiments de structures et de hauteurs différentes sur l'emprise de la base DGA TA.

Type de toiture : tout type

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Particularité de l'opération

- Création de cantonnement ;
- Création d'escalier ;
- Recoupement des combles ;
- Recoupement de circulations ;
- Modification de toiture pour création de désenfumage ;
- Modification de cloisonnements de locaux ;
- Remplacement, modifications ou ajout de portes ;
- Remplacement, modifications ou ajout de serrures ;
- Rebouchage coupe-feu de murs et/ou de planchers et/ou de caniveaux ;
- Le déplacement d'équipements électrique (PC, éclairage) et de chauffages pour la création des nouveaux cloisonnements
- La création d'installations d'éclairage
(voir CCTP en pièce jointe)

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Pieces écrites	Date
C.C.T.P. LOT UNIQUE SECOND-?UVRE ? ÉLECTRICITÉ - CVC	01/07/2025

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Sans objet.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé

(P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : NC personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : NC personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- Début des travaux : 01/01/2026
- La durée d'exécution des travaux est de : 18 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	MINISTERE DE LA DEFENSE	139 RUE DE BERCY PARIS 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT Tel : 0561314038 jean-baptiste1.guerin@intradef.gouv.fr
Maître d'oeuvre	MINISTERE DE LA DEFENSE	139 RUE DE BERCY PARIS 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT Tel : 0561314038 jean-baptiste1.guerin@intradef.gouv.fr
	Monsieur TCHEDRE Hidro	hidro.tchedre@intradef.gouv.fr
CSPS	alpes controles 31	LE ZODIAQUE 1 passage de l'Europe ZAC du canal 31400 TOULOUSE Tel : 05 61 73 25 56 sps.toulouse@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
DREETS	DREETS OCCITANIE - DDETS 31	5 Esp. Compans Caffarelli 31000 TOULOUSE ddets-direction@haute-garonne.gouv.fr
OPPBTP	OPPBTP 31	3 Chemin du Pigeonnier de Cépière 31036 TOULOUSE midi-pyrenees@oppbtp.fr
CARSAT	CARSAT MIDI PYRENEES	2,Rue Georges Vivent 31100 TOULOUSE Tel : 05.62.14.85.94 preventionMP2@carsat-mp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE		
Lot 002 - ENTREPRISE GENERALE ELECTRICITE		
Lot 003 - ENTREPRISE GENERALE CVC		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
DESAM	Désamiantage	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
D	Démolition	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
GO	Gros oeuvre	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
ETAN	Etanchéité	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
CHARP	Charpente	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
COUV	Couverture	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
EL	Electricité courants forts	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
PB	Plomberie Sanitaire	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
MEX	Menuiseries Extérieures	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
MIN	Menuiseries Intérieures	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
PLAQ	Cloisons Doublages	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - MINISTERE DE LA DEFENSE
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maître d'oeuvre - MINISTERE DE LA DEFENSE
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	Lot 001 - ENTREPRISE GENERALE SECOND OEUVRE
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - alpes controles 31

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.3	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	3
5.1.1.4	Réseaux	3
5.1.1.5	Nature et préparation du terrain	4
5.1.1.6	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	4
5.1.1.7	Prévention liée à la présence d'amiante	5
5.1.2	Organisation générale du chantier	5
5.1.2.1	Installations de chantier	5
5.1.2.2	Prévention liée aux chaleurs intenses	7
5.1.2.2	Circulation sur le chantier	8
5.1.2.3	Nettoyage et Gestion des déchets	9
5.1.2.4	Conditions de manutentions des matériaux et matériels	10
5.1.2.5	Moyens mis en commun	10
5.1.2.6	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	11
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	12
5.1.3.1	Protections collectives	12
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	13
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	15
5.2.1	Phase Préparation ou Terrassement si nécessité	15
5.2.2	Phase TRAVAUX	17
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	18
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	18
5.3.2	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	19

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site

Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier

☒ Oui ☐ Non Type d'activités : DGA TA essais aéronautiques de Toulouse base militaire

Contraintes d'activités

Éléments à prendre compte lors de travaux en site occupé :

- Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier.
- Horaires spécifiques du site à respecter **7 h à 17h**
- Organisation des circulations afin de séparer les flux **les livraisons autorisées de 8h15 à 17h**
- Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers : le chantier doit systématiquement être indépendant de l'activité du site. Seules les personnes autorisées pourront pénétrer sur le chantier. Des panneaux « chantier interdit au public » sont à apposer sur les clôtures / portes.
- Consignes de sécurité propre à l'établissement à respecter
- Croisement de flux à dissocier
- Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateurs dès que nécessaire
- Conservation et balisage des issues de secours : les services de secours devront pouvoir intervenir à tout moment du chantier
- Consignes spécifiques : Contrôle d'accès avec une pièce d'identité chaque jour, sur le chantier port du casque obligatoire avec la carte BTP en visière

Servitudes ☒ Oui ☐ Non

- Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons.
- Servitudes d'accès intérieur, pour les véhicules.
- Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels.



5.1.1.2 Conditions d'accès au site

Horaires d'accès au chantier

Respecter les horaires d'accès au site 7h 17h, livraison 8h15 à 17h

L'accès au site pour la réunion de chantier est prévu le - - - - à - h --

Voies de circulation

Noms des voies d'accès : 47 RUE SIANT JEAN 31130 BALMA

Livraison voir le DHOL

Parkings

➤ Véhicules chantier d'entreprise :

- Définir une zone de stationnement pour les véhicules au plus près du bâtiment en chantier selon la liste voir CCTP, le chantier doit être clos et fermé la journée. Accès interdit au corps militaire sauf personnes autorisées.(validation par Mr GUERIN)

5.1.1.3 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document

Absence d'information quant aux chantiers limitrophes lors de la rédaction du présent document.

5.1.1.4 Réseaux

	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires :</u> Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC <u>Réseaux enterrés connus :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none">• Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage• Suivant renseignements recueillis par le Maître d'œuvre Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none">• Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée.• Dévier les réseaux	LOT 01	LOT 01

5.1.1.4 Réseaux	Installation	Entretien
<p><u>Réseaux aériens connus</u> : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage • Suivant renseignements recueillis par le maître d'œuvre <p>Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc...)</p> <p>Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet :</p> <p>Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. • Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne. • Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux 	EC	EC

5.1.1.5 Nature et préparation du terrain	Installation	Entretien
<p>ETUDE GEOTECHNIQUE</p> <p>Transmise par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>-----</p> <p>Référence du rapport : -----</p> <p>Respecter les prescriptions de cette dernière.</p>		

5.1.1.6 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Autorisation de voirie à demander aux services de voirie du site ➤ Information des usagers ➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière par le corps militaire pour le cheminement des compagnons vers le chantier « clos la journée ». ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows fermé à clefs) ➤ Emprise d'une zone d'implantation de grue mobile par la société - - - - sur l'emprise du chantier pour la mise en place des éléments en toiture Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux 	EC	EC

5.1.1.7 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC simplifié.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>EXTRAIT DES CCTP :</p> <p>1.1.1 Amiante</p> <p><i>Les bâtiments de la DGA-TA construits à partir de 1945 peuvent renfermer des matériaux contenant de l'amiante (MCA). Aucune mission de diagnostic ou de repérage de matériaux contenant de l'amiante (MCA) en lien avec les présentes préconisations et renseignées au "CHAPITRE 3 – DESCRIPTIONS DES OUVRAGES" n'a été effectuée dans le cadre de la mission d'amélioration de la sécurité incendie.</i></p>	MOA	

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier	Installation	Entretien
Plan d'Installation de Chantier		
<p>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</p> <p>Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité.</p> <p>➤ Il y a plusieurs sites sur le chantier. Il est demandé en site occupé de prévoir une organisation individuelle. (PIC , mode opératoire et planning)</p> <p>➤ Extrait CCTP :</p> <p>Interventions sur les bâtiments :</p> <p>➤ 10-11-12-17-</p> <p>➤ 19-20-28-30-29-31-49-33-34-37-37.1-38-44-47-54-</p> <p>➤ 74-39-40-45-46-48-51-52-55-56-61-63-64-65-75-</p> <p>➤ 78-80-81-83-85</p> <p>➤</p> <p>➤ Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), sanitaire à chaque fois que nécessaires • véhicules personnels interdit sur la base . • Parkings véhicules chantier également sur l'emprise du chantier • Zone containers et bungalows entreprises • Voies de circulation • Emprise du chantier • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • position des aires de stockage • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position des coffrets électriques de chantier par étage. • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS <p>➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.</p>	Lot 00	Lot 00

5.1.2.1 Installations de chantier	Installation	Entretien
<u>Locaux communs à tous les intervenants</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier. ➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages). 	EC	EC

5.1.2.1 Installations de chantier	Installation	Entretien
<p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), <u>OU</u> minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base ➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats : <ul style="list-style-type: none"> • vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés 	EC	EC
5.1.2.2 Prévention liée aux chaleurs intenses	Installation	Entretien
<p>En cas de chaleur intense, il faut être vigilant quant aux tâches à exécuter. Cela implique par exemple de limiter le travail physique et de réaliser les tâches lourdes tôt le matin, de prévoir et de fournir des aides à la manutention.</p> <p>La vigilance doit être renforcée face à certains types de travaux comme les interventions sur les toits pour les couvreurs, ou sur les enrobés pour les ouvriers des travaux publics.</p> <p><u>Mesures communes :</u></p> <p>1. Mettre à disposition de l'eau fraîche pour les travailleurs ; (A minima 3 Litres d'eau fraîche et potable par personne et par jour) Mise en place d'un réfrigérateur ou point d'eau fraîche et potable accessibles facilement et rapidement, en particulier pour les travaux extérieurs ou postes éloignés.</p> <p>2. Créer un local frais de repos adapté aux conditions climatiques ou aménager le chantier de manière à permettre l'organisation de pauses dans des conditions de sécurité équivalentes.</p> <p>Planification des interventions de manière à éviter l'exposition prolongée aux fortes chaleurs.</p> <p><u>Mesures de planifications :</u></p> <p>Planification des interventions de manière à éviter l'exposition prolongée aux fortes chaleurs.</p> <p>En cas de chaleur intense, il faut être vigilant quant aux tâches à exécuter. Cela implique par exemple de limiter le travail physique et de réaliser les tâches lourdes tôt le matin, de prévoir et de fournir des aides à la manutention.</p> <p>La vigilance doit être renforcée face à certains types de travaux comme les interventions sur les toits pour les couvreurs, ou sur les enrobés pour les ouvriers des travaux publics. Prendre les mesures organisationnelles adéquates pour que les travaux se fassent sans exposer les salariés aux chaleurs intense et rayonnement solaire.</p> <p><u>PPSPS :</u> Par application de ce décret, les entreprises devront mettre à jour leur PPSPS tenant compte des dispositions ci-dessus et toutes celles prévues dans le texte et directement à charge des employeurs.</p>	TOUS	LOT 1

5.1.2.1 Installations de chantier	Installation	Entretien
➤ tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.	EC	EC
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	EC	EC
➤ Coûts exploitation (Consommables)	EC	EC
<u>Signalisation et balisage de chantier</u>		
➤ Au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux « Chantier interdit au public » • Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site 	EC	EC
➤ Autres éléments de signalisation : <ul style="list-style-type: none"> • Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place 	EC	EC
<u>Installations électriques provisoires</u>		
Installation électrique de chantier : Raccordement sur l'existant pour la base vie, avec mise en place de coffrets intermédiaire de chantier, protégé en départ pour eux : l'emplacement des coffrets ne doit pas nécessiter l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux. Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.	EC	EC
Eclairage provisoire : L'ensemble du chantier doit être réalisé dans des conditions d'éclairage suffisant.	EC	EC
Estimation du besoin de puissance : ➤ Chaque entreprise devra indiquer pendant la période de préparation de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites.	EC	EC

5.1.2.2 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
<u>Circulations horizontales</u>		
➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied, ainsi les circulations doivent être libres de tout encombrement. • Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 	EC	EC
➤ Les circulations à l'extérieur du bâtiment seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les ouvriers contre le risque lié à la circulation du site • Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied, ainsi les circulations doivent être libres de tout encombrement. • Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 		

<u>Circulations verticales intérieures</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Moyens d'accès ponctuels et réglementaires pour la pose d'éléments en toiture ou en hauteur, ou toutes autres interventions identifiées à l'avancement. ➤ Reste à identifier le moyen et le mode opératoire d'élévation des éléments par l'entreprise concernée. ➤ Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied • Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre • Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) <p>Une échelle n'est pas un poste de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les travaux en hauteur sont réalisés à partir de plateforme sécurisé, balisée en pied. 	EC	EC
<u>Conditions et délimitations des zones de stockage ou d'entreposage</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise. ➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement. ➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres. 	EC	EC

5.1.2.3 Nettoyage et Gestion des déchets	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :		
➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment.	Lot 00	Lot 00
➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois).	EC	EC
➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire salle de réunion de chantier	Lot 00	Lot 00
➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'une entreprise : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'évacuation des déchets de plusieurs entreprises sans pouvoir affecter celle-ci à un lot précis : travaux ordonnés à une entreprise extérieure ou à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge CP consigné sur le CR chantier	A charge CP consigné sur le CR chantier
➤ Nettoyage des abords et toute zone du chantier : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	Lot 00	Lot 01

5.1.2.3 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
Mise en place de bennes à GRAVATS & DECHETS		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place de bennes par l'entreprise générale A minima, les bennes à déchets à mettre en place seront : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les bennes pour déchets inertes <input type="checkbox"/> Les bennes pour déchets non dangereux, non inertes ➤ Evacuation des déchets à charge des entreprises QUOTIDIENNEMENT 	TCE	TCE

5.1.2.4 Conditions de manutentions des matériaux et matériels	Installation	Entretien
Mise en place d'une grue		
Installation		
➤ Mise en place d'un moyen de levage pour approvisionnements par grutage mobile selon les besoins.	EC	EC
➤ Le montage et démontage d'une grue à tour se fait en l'absence d'autres entreprises sur le chantier	EC	EC
➤ Vérifications réglementaires (pour tout type de grue) dont les rapports sont à transmettre au CSPS avant utilisation : <ul style="list-style-type: none"> • Le rapport de vérifications générales périodiques • Le rapport de vérification de mise ou remise en service (après démontage suivi d'un remontage des éléments de la grue) • Le rapport d'examen d'adéquation de la grue, qui « consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés ; et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant ». Il est composé de : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'étude des charges à lever ○ L'examen environnemental de site (emplacement, altimétrie, effets de site éventuels) ○ L'étude de stabilité de l'assise (fondations) ○ La vérification du dispositif de contrôle de mouvements de grue (zone(s) d'interférence et/ou zones interdites) 	EC	EC
➤ Toutes les réserves seront levées AVANT utilisation.		
➤ Les moyens nécessaires à la transmission des informations entre tous les grutiers et les responsables des travaux ou du chantier (radiotéléphone, etc.) devront être mis en œuvre.		
Utilisation		
➤ Conduite de l'engin par du personnel formé et autorisé ➤ Elingage, colisage et manœuvre pour ses propres besoins ➤ Si les conditions ne permettent pas au conducteur de suivre visuellement toutes les manœuvres, il doit être assisté d'un chef de manœuvre (à préciser dans le PPSPS simplifié de l'entreprise). Un système radio pourra également être mis en place.	EC	EC

5.1.2.5 Moyens mis en commun	Installation	Entretien
A ce jour, aucun matériel connu ne sera mis en commun pour la réalisation du chantier.		

5.1.2.6 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Consignes – Services d'urgences ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe PREVOIR : un appel instantané suivant l'appel des secours au P.A.F n° -- -- -- -- -- pour prévenir de l'arrivée des secours au poste de contrôle afin de guider l'accès .	Lot 01	Lot 01
Mesures d'évacuation ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	EC	EC
Déclaration d'accident ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	EC	EC
Mesures de secours et de communication sur le site ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier. ➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.	EC	EC
Secouriste ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	EC	EC

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à la **charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé) simplifié, dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS simplifié décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS simplifié ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS simplifié, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC simplifié et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS simplifié toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS simplifié pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS simplifié initial.

Transmettre le PGC simplifié et son PPSPS simplifié à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS simplifié de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC simplifié, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC simplifié, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC simplifié
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS simplifié de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS simplifié les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation ou Terrassement si nécessité

[illegible]

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Après démolition au droit d'un joint de dilatation, curage des éléments restants, notamment les éléments de construction en porte-à-faux, puis mise en place d'un filet de protection afin de limiter tout risque de chute d'éléments non curés.	LOT 01	LOT 01
➤ Mesures conservatoires pour les démolitions <u>sur les ouvrages maintenus</u> : Avant toute démolition, renforcer, s'il y a lieu et en fonction des recommandations du Bureau d'études Structure par tout procédé approprié, les parties désolidarisées restantes. Mettre en place, préalablement les protections collectives appropriées et fournir aux personnels les EPI réglementaires nécessaires pour mise en œuvre de ces protections collectives.	LOT 01	LOT 01
<i>Risques de chute</i>		
➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes	LOT 01	LOT 01
➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes	LOT 01	LOT 01
➤ Mise en place de garde-corps (avec plinthes) au droit de toutes les tranchées situées près des circulations et en tête de talus	LOT 01	LOT 01
<i>Risques d'enfouissement ou d'instabilité</i>		
➤ Blindage des fouilles présentant un risque d'effondrement / ensevelissement, et tranchées de plus de 1,30 mètre de profondeur avec largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur. Mise en place d'une échelle d'accès, suivant besoins	LOT 01	LOT 01
➤ Enrochement suivant besoins, terrassement pleine masse par paliers	LOT 01	LOT 01
➤ Mise en déblais évitant tout glissement	EC	EC
<i>Risques liés à l'évolution des engins</i>		
➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement	EC	EC
➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins	EC	EC
➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées	EC	EC
➤ Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus	EC	EC

5.2.2 Phase TRAVAUX

Co activité : démolition, construction, plâtrerie, électricité ; plomberie, serrurerie etc. Selon les besoins

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Risques de blessures ➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente (dont ceux pour maintenir les gaines en dalle)	LOT 01	LOT 01
Risques d'écrasement et de chute de matériels ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage) ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol	EC EC EC EC	EC EC EC EC
Risques d'incendie ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger. ➤ Les demandes de permis feu seront réalisées auprès de ➤ Mr x x x x x au -- -- -- --	EC	EC
Risques de brûlures ➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états	EC	EC
Risques de blessures, émission de poussières ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source	EC	EC
Risque lié à l'activité du site ➤ Veiller à la mise en place d'un balisage et d'une signalétique adaptée pour la protection des travailleurs vis-à-vis de l'activité du site . ➤ Un cheminement obligatoire pour l'accès au chantier sera mis en place par le corps militaire.	EC	EC

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18	112	15
Pompiers	Centre d'appels secours	Samu

et dites...

1 Ici chantier BATIMENT N° - - DGA TA

À (commune ou arrondissement) 31130 BALMA

N° Rue 47 RUE SAINT JEAN

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3.2 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

PENSEZ À COMMUNIQUER LE DOCUMENT À VOS PRESTATAIRES POUR PRÉPARER LEURS LIVRAISONS SUR LE SITE.

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

CSPS	Nom	MOULINS PHILIPPE	Tél.	06 88 45 82 19
Contact sur site	Nom	XXXXXXXXXX	Tél	
Mise à jour	Date de modification			

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier	41 RUE SAINT JEAN 31130 BALMA	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	Aucuns
Contraintes horaires de livraisons	8h15 à 17h 00		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,)	Chaque prestataire doit présenter une pièce d'identité	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			